

*Les crédits*

Ceux qui sèment la peur chez les consommateurs en évoquant le jour où nous dépendrons totalement d'un autre pays pour notre approvisionnement en produits alimentaires racontent les pires sottises.

Tout le monde considère le Japon comme un pays souverain. Je n'exploiterai pas les propos que le chef de l'opposition a tenus pendant la campagne électorale, et dont j'ai le texte ici. Il a dit: «Un pays ne peut se dire souverain que s'il suffit à ses besoins en aliments.» Le Japon est ce qu'on appelle un pays souverain. Il accuse un excédent commercial annuel de 50 à 60 milliards de dollars. Sa monnaie est très forte. Tout le monde veut la voir prendre de la valeur pour avoir mieux accès à ce marché.

Le Japon satisfait, au plus, à 60 p. 100 de ses besoins en aliments, parce qu'il excelle dans d'autres domaines. Mais il impose des droits de douane très élevés et des mesures restrictives qui nous ferment son marché. Pourquoi? Parce qu'il veut protéger ses agriculteurs, parce qu'il veut écouler ses produits électroniques à l'étranger. Nous comprenons.

Cela m'amène à parler du deuxième point que je voulais soulever. Notre gouvernement a fait preuve de leadership en essayant de nous assurer un certain accès garanti aux marchés internationaux pour nos produits agricoles. Le gouvernement précédent n'a rien fait. C'est la première fois en 40 ans qu'il est question d'agriculture au GATT. Et pourquoi? Parce que plusieurs d'entre nous avons insisté. À la réunion qui s'est tenue à Punta del Este à l'automne de 1986 en vue d'établir l'ordre du jour, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a joué un rôle de premier plan pour faire mettre l'agriculture à l'ordre du jour. Le premier ministre est intervenu lui aussi. Nous avons tous mis la main à la pâte pour essayer de faire adopter des pratiques commerciales plus équitables.

Je ne suis pas certain que le gouvernement antérieur ait fait quoi que ce soit pour l'agriculture. Ce qui reste gravé dans la mémoire des Canadiens de l'Ouest, c'est le geste qu'a posé le premier ministre de ce gouvernement lorsqu'il nous a littéralement envoyés au diable en nous disant de vendre notre propre blé. Quel contraste entre cette attitude et ce que nous avons accompli. Nous n'avons pas seulement continué de vendre notre blé, nous avons réussi à augmenter notre part du marché à une époque où il y avait des marchés internationaux extrêmement difficiles à percer.

Personne n'a parlé de l'Europe. Nous avons ici des chiffres intéressants qui nous proviennent d'Europe et qui nous montrent ce qui est arrivé à nos exportations sur ce marché. C'est une chose que nous ne devons pas oublier. Nous avons des problèmes avec les Américains et nous l'admettons. Nous essayons de les régler. Voilà ce qui s'est produit en Europe, en grande partie à cause des subventions. L'Europe était un de nos principaux acheteurs de blé. Il y a quinze ans environ, l'Europe importait davantage de grain qu'elle n'en exportait: en 1973-1974, l'écart entre importations et exportations était de 13 millions de tonnes. Aujourd'hui, ses exportations dépassent d'environ 25 millions de tonnes. La différence s'établit donc à 38 millions de tonnes.

En ce qui concerne le commerce international, il faut, en toute justice, rappeler les problèmes parfois considérables que nous avons avec les Européens.

Ainsi, les Européens subventionnent le broyage des céréales et du colza. C'est ce que j'ai vérifié ce matin. Cette subvention s'élève à 300 ECU, l'unité de compte européenne, soit l'équivalent de 400 \$ CAN. C'est une subvention au broyage. Les producteurs de colza vendent leur grain aux entreprises de broyage, qui ont droit en retour à une subvention pour broyer les grains d'origine européenne. Nous n'avons pas droit à cette subvention. Celle-ci est d'environ 300 \$ la tonne, peut-être même près de 400 \$ si on convertit les 300 ECU en dollars canadiens.

Savez-vous combien nous donnons aux agriculteurs canadiens? Entre 250 et 260 \$ la tonne. Voilà qui en dit long sur les politiques agricoles européennes. A mon avis, nous devons examiner la situation de près pour déterminer ce que permet le GATT. Se contenter de dénoncer à la Chambre tout ce que, apparemment, nous avons fait de travers dénote un manque de compréhension de la situation de l'agriculture au Canada.

Quelqu'un a parlé de l'avoine. Je ne sais de quel député de l'opposition il s'agit. Il s'en passe des choses dans ce secteur depuis quelque temps. Il y a une semaine, une entreprise, et ce n'était pas une multinationale, nous a fait part d'un de ses projets. Il n'y a pas que les multinationales. Une entreprise canadienne—qui est du Manitoba—a annoncé la construction d'une usine de transformation de l'avoine à Portage-la-Prairie. Elle dépensera 17 millions de dollars. Imaginez cela. Il ne s'agit pas d'une de ces grandes multinationales. De toute façon, j'ignore ce que cela a à voir, mais il s'agit d'une société manitobaine, qui va dépenser 17 millions de dollars pour construire une installation de transformation de l'avoine à Portage-la-Prairie. Pourquoi? Elle a donné trois rai-